

Poser les bases d'une **Europe sans prostitution**

c'est oser...

Choisir



Refuser

**Le respect des droits humains et de la dignité
de la personne humaine.**

**Le droit des hommes à disposer du corps
des femmes et à en tirer profit.**

La prostitution et la traite sont incompatibles avec la dignité et la valeur de la personne humaine.

Convention des Nations Unies pour la Répression de la Traite des Êtres humains et de l'Exploitation de la Prostitution d'autrui, 1949

L'Union Européenne est fondée sur le respect des droits de l'Homme. La Communauté a pour mission de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes.

Article 6 du Traité sur l'Union européenne et Article 2 du Traité instituant la Communauté européenne

**Une société moderne visant l'égalité
entre les hommes et les femmes.**

**Le marché prostitutionnel, moteur et
débouché de la traite des êtres humains.**

« Un certain nombre de pays ont légalisé la prostitution (...), ce qui accroît la demande de rapports sexuels rémunérés et alimente le marché du proxénétisme. »

Rapport de la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la traite des êtres humains, 2006

**Une conception de la sexualité fondée
sur le désir réciproque et le respect.**

**La violence, visible et invisible, inhérente
à toute forme de prostitution.**

« On fait le vide. On ne peut pas pleurer. Si on a des états d'âme, c'est intenable. On ne ressent plus rien. Les types sont rois, ils ont payé, ils vous pelotent. »

Une jeune femme en bar à hôtesse (Belgique). Extrait du témoignage de Monika, www.prostitutionetsociete.fr

**L'inaliénabilité du corps humain
et de la sexualité.**

**La réduction du corps et de la sexualité
au statut de marchandises.**

« Préserver un minimum de dignité dans nos sociétés, ce serait établir quelques sanctuaires d'où le marché serait absolument proscrié. »

Dany-Robert Dufour (philosophe français)

En direction des personnes prostituées :

Ce que nous constatons :

- 👎 Les femmes et les jeunes filles constituent l'immense majorité des personnes prostituées, victimes ou non de la traite des êtres humains. Cette traite demeure, pour l'essentiel, destinée à alimenter la prostitution.
- 👎 De nombreux Etats membres maintiennent des politiques répressives envers les personnes prostituées : pénalisation du racolage (France), interdiction de la prostitution de rue (Italie).
- 👎 Les Etats membres ne se donnent pas les moyens de prévenir le risque prostitutionnel et d'offrir de réelles alternatives à la prostitution.

Ce que nous voulons :

- La suppression des mesures répressives à l'encontre des personnes prostituées.
- La reconnaissance des victimes de la traite indépendamment d'une dénonciation, des permis de séjour et de travail pour celles qui entament une démarche d'insertion.
- Un soutien financier étendu à des programmes de lutte contre la prostitution et non cantonnés à la seule traite des êtres humains : services spécialisés offrant écoute et alternatives à la prostitution, aide à l'émergence de groupes de « survivantes » de la prostitution...
- L'abandon de la distinction entre « prostitution forcée » et « prostitution libre » dans les textes de l'Union Européenne, le consentement des personnes étant sans incidence sur les violences qu'elles subissent.

Envers les clients prostitueurs :

Ce que nous constatons :

- 👍 Les ONG de plusieurs Etats membres (Suède, Bulgarie, Hongrie, Danemark, etc.) ont lancé des campagnes de dissuasion des clients ainsi que l'exigent les textes internationaux sur la traite des êtres humains : Protocole de Palerme (art 9.5, 2000), Convention de Varsovie (art.6, 2005).
- 👍 La pénalisation des clients prostitueurs porte ses fruits. La Suède, par exemple, n'est plus un marché attractif pour les trafiquants. (Rapport annuel sur la traite des êtres humains, Suède, 2007).
- 👎 L'invisibilité et l'impunité des clients prostitueurs demeurent la règle presque partout.

Ce que nous voulons :

- La mise en œuvre de campagnes de dissuasion en direction des clients prostitueurs, premiers agresseurs des personnes prostituées et responsables directs de la traite des femmes.
- Des mesures d'ordre éducatif, social, culturel, pour décourager la « demande ».
- Une législation interdisant tout achat de rapport sexuel.

Envers les proxénètes :

Ce que nous constatons :

- 👍 Certains Etats luttent fermement contre le proxénétisme. Ils en condamnent toutes les formes. La France pourrait à cet égard être un modèle si ses lois étaient réellement appliquées.
- 👍 La coopération policière et judiciaire, et notamment l'utilisation du mandat d'arrêt européen, montre son efficacité dans le démantèlement de réseaux proxénètes transnationaux.
- 👎 Certains Etats membres considèrent les proxénètes comme des « entrepreneurs du sexe » (Pays-Bas, Allemagne, Autriche...). Ils font eux-mêmes le constat des dimensions de plus en plus incontrôlables de la criminalité organisée et de la traite des femmes. Au lieu d'améliorer la situation des personnes prostituées, ils banalisent le système prostitutionnel et sa violence.

Ce que nous voulons :

- Une lutte résolue contre toutes les formes de proxénétisme, y compris invisible (salons de massage, petites annonces, Internet...) et contre l'industrialisation de la prostitution.
- L'abrogation des politiques de dépénalisation du proxénétisme.
- Une application réelle des peines prévues contre les proxénètes.
- Une coopération européenne permettant de démanteler les réseaux financiers du proxénétisme.

Envers la société :

Ce que nous constatons :

- 👎 La dégradation des relations filles/garçons va de pair avec la persistance des violences faites aux femmes dont les textes européens soulignent les dimensions alarmantes.
- 👎 La banalisation de la prostitution et de la pornographie entraîne de plus en plus de jeunes dans une activité présentée comme « glamour » dans les médias et l'industrie du loisir.
- 👎 Le nouvel ordre sexuel, allié à l'ordre marchand, parvient à renvoyer les femmes dans le périmètre du « service sexuel » au lieu de favoriser leur émancipation et leur représentation en politique.

Ce que nous voulons :

- L'intégration de la prostitution dans les campagnes contre les violences.
- Des stratégies pour un changement des préjugés culturels et stéréotypes sexistes.
- Des règles éthiques dans le traitement médiatique de la prostitution et de la traite.
- La mise en œuvre de politiques de prévention du risque prostitutionnel dans les pays de l'Union Européenne et les pays d'origine de la traite.
- Une éducation à la sexualité fondée sur le désir partagé et le respect de l'autre.

ENGAGEZ-VOUS À POSER LES BASES D'UNE EUROPE SANS PROSTITUTION en écrivant à :

elections2009@mouvementdunid.org

ou



Mouvement du Nid
Élections européennes 2009
8 bis rue Dagobert
BP 63 - 92114 Clichy cedex - France

Vous pouvez aussi nous contacter au Secrétariat National du Mouvement du Nid : 01 42 70 92 40
www.mouvementdunid.org

La liste des Candidat-e-s soutenant ce plaidoyer sera communiquée à la presse. Ils pourront prendre part à des événements publics organisés dans chaque région et présenter leur engagement dans les outils de communication du Mouvement du Nid (www.mouvementdunid.org, www.prostitutionetsociete.fr, la revue trimestrielle « Prostitution et Société »).

Les Candidat-e-s élu-e-s au Parlement européen bénéficieront de l'expertise du Mouvement du Nid dans la mise en œuvre de leur engagement. Ils seront abonnés gratuitement à la revue « Prostitution et Société » et pourront rendre compte publiquement des initiatives prises pendant leur mandat dans les outils de communication du Mouvement du Nid.

